

ommissaires d'ordre et de
énodactylographe.

des cadres visés aux
ssus, il pourra être
limité des crédits ac-
; suivant les besoins
xiliaires temporaires
ice intérieur.

s besoins du commis-
sariat général à l'instruction
publique (commissariat général à l'édu-
cation générale et aux sports) et
d'autre part, à re-
l'indemnités mensuel-
de vingt-cinq conseil-

rémunération des in-
briques et conseillers
alinéa précédent se-
crétariat ultérieur.

re transitoire et jus-
les emplois visés à
ente loi pourront être
s nouveaux titulaires
itions exigées par le
. Les nominations se-
examen des titres par
d'Etat à l'instruction

nné, à l'exception de
dministrations publi-
minations pourraient
ra titularisé qu'après
ée minimum d'un an
éliminatoire.

formation du cadre
rtir du 1^{er} juillet 1941,
rocédé à de nouvelles
plois dont la création
ticle 7 ci-dessus, qu'au
classe de chacun d'eux
même date du 1^{er} juil-
ra être promu à l'in-
emploi qu'à la classe
érieure à celle qu'il
adition de compter au
ancienneté dans cette

un tiers au moins des
catégorie dont la créa-
l'article 7, à l'exclu-
directeur et de sous-
inations devront être
gents des administra-

sent décret sera publié
et exécuté comme loi

2 novembre 1940.

PH. PÉTAÏN.

France, chef de l'Etat

s sceaux,
l'Etat à la justice,
LIBERT.

ministre secrétaire d'Etat
aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

à l'instruction publique,
ES RIPERT.

LOI portant organisation des services exté- rieurs du secrétariat d'Etat à l'instruction publique (commissariat général à l'éduca- tion générale et aux sports).

Nous, Maréchal de France, chef de
l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — Les services extérieurs du
commissariat général à l'éducation générale
et aux sports comprennent :

1^o Dans chaque académie, un service
régional dirigé par un inspecteur princi-
pal, placé sous l'autorité du secrétaire
d'Etat à l'instruction publique (commis-
sariat général à l'éducation générale et
aux sports);

2^o Dans chaque département, un service
départemental dirigé par un inspecteur
placé sous l'autorité du directeur régional
correspondant.

Les circonscriptions territoriales ci-
dessus définies pourront, si les besoins du ser-
vice l'exigent, être modifiées par arrêté
du secrétaire d'Etat à l'instruction publi-
que.

Art. 2. — Le corps de fonctionnaires
chargés de toutes les questions relevant
du commissariat général à l'éducation gé-
nérale et aux sports, et occupant notam-
ment les fonctions définies à l'article 1^{er}
est constitué ainsi qu'il suit :

Six inspecteurs généraux de l'éducation
générale et des sports;

Vingt inspecteurs principaux de l'édu-
cation générale et des sports;

Quatre-vingts inspecteurs de l'éducation
générale et des sports;

Cent inspecteurs adjoints de l'éducation
générale et des sports.

Art. 3. — Le secrétaire d'Etat à l'in-
struction publique (commissariat général à
l'éducation générale et aux sports), est
autorisé à recruter dans la limite des
maxima ci-dessous :

Vingt-cinq moniteurs nationaux d'édu-
cation physique et sportive;

Cent secrétaires auxiliaires d'inspection
de l'éducation générale et des sports;

Deux cents commis auxiliaires d'inspec-
tion de l'éducation générale et des sports.

Art. 4. — Il est créé au secrétariat
d'Etat à l'instruction publique (commis-
sariat général à l'éducation générale et
aux sports), les emplois ci-dessous :

Cent cinquante moniteurs chefs d'édu-
cation physique et sportive;

Sept cents moniteurs d'éducation phy-
sique et sportive.

Art. 5. — Des décrets fixeront le statut,
le traitement et les classes des fonction-
naires visés aux articles 2 et 4 ci-dessus et
les rémunérations des agents visés à l'ar-
ticle 3 ci-dessus.

Toutefois, pendant un délai de un an
à dater de la publication du présent dé-
cret, les nominations aux emplois énumé-
rés aux articles 2 et 4 ci-dessus pourront
être effectuées sur le seul examen des ti-
tres par arrêté ministériel.

Chaque agent nommé, à l'exception de
ceux provenant d'administrations publi-
ques et dont la nomination pourra être
définitive, ne sera titularisé qu'après un

stage d'une durée minimum de un an
suivi d'un examen dans les conditions pré-
vues par un décret ultérieur.

Art. 6. — Le cadre des professeurs
d'éducation physique prend la dénomina-
tion de « professeurs d'éducation physi-
que et sportive ». Il est rattaché au com-
missariat général à l'éducation générale
et aux sports.

Art. 7. — Le présent décret sera publié
au *Journal officiel* et exécuté comme loi
de l'Etat.

Fait à Vichy, le 12 novembre 1940.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat
français :

Le ministre secrétaire d'Etat
aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
RAPHAEL ALIBERT.

Le secrétaire d'Etat à l'instruction publique,
GEORGES RIPERT.

LOI portant autorisation d'engagement de dépenses en vue de la réalisation de l'équi- pement sportif du pays.

Nous, Maréchal de France, chef de
l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — Le secrétaire d'Etat à l'in-
struction publique (commissariat général
à l'éducation générale et aux sports) est
autorisé à engager, à concurrence d'un
montant de 1.900.000.000 de francs les dé-
penses s'appliquant au programme d'équi-
pement sportif du pays, conformément à
l'état annexé à la présente loi.

Art. 2. — Les crédits de paiement, af-
férants aux dépenses dont l'engagement
est autorisé à l'article précédent, seront
ouverts au secrétaire d'Etat à l'instruc-
tion publique (commissariat général à
l'éducation générale et aux sports) par
des lois ultérieures au titre des budgets
1941 et 1942.

Art. 3. — Les collectivités qui bénéficie-
ront de subventions pour l'exécution des
travaux correspondants aux crédits pré-
vus par l'article 1^{er} ci-dessus pourront
obtenir, pour la partie non subventionnée
de ces travaux, une avance de l'Etat dans
les conditions indiquées par la loi du 11
octobre 1940, relative à l'attribution de
prêts aux collectivités pour le financement
des travaux entrepris pour lutter contre
le chômage.

Art. 4. — Le présent décret sera publié
au *Journal officiel* et exécuté comme loi
de l'Etat.

Fait à Vichy, le 13 novembre 1940.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat
français :

Le ministre secrétaire d'Etat
aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
RAPHAEL ALIBERT.

Le secrétaire d'Etat à l'instruction publique,
GEORGES RIPERT.

ETAT 1

QUE LE SECRÉTAIR
PUBLIQUE (COMMI
CATION GÉNÉRALE
RISÉ A ENGAGER I
PEMENT SPORTIF.

§ 1^{er}. — Acquisi
nagement de terr
tres scolaires d'é
sique et sportive
de natation sco
l'ensemble du te
tropolitain
(Travaux exécu
ment par l'E
ventions aux
tés.)

§ II. — Subventi
lectivités publi
associations sport
construction de
rains de sports et

§ III. — Acq
l'Etat de matériel
physique et spor

§ IV. — Frais
contrôle du com
néral à l'éducation
aux sports en vu
lisation et de la
des travaux prévi
graphes 1^{er} et II.

Total de 1

LOI portant modi- fications qui régissent

Nous, Maréchal
l'Etat français,

Le conseil des

Décrétons :

Art. 1^{er}. — Les
annexé au décret
tant codification
Banque de Fra
suit :

« Art. 31. — \$
rale de la Banq
de tous les actio
ques ou morales,
dont les action
transférées et in
au moins avant

« Art. 32. — \$
et les conseiller
les actionnaires.

« Art. 33. —
convoquée extra
convocation auri
mité des censeur
nérale et délibér

« Art. 34. — J
blée générale do
avis publié au J
au moins avant
Cet avis indiqu
il y a lieu de p
convocation.

« Art. 37. — C
à participer à
droit de s'y fair